



Gettyimages

# Les grandes cultures



# Les grandes cultures



## Des records de températures sur plusieurs mois de l'année...

2023 est la deuxième année la plus chaude en France derrière 2022 depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Après une année 2022 déficitaire, les précipitations de 2023 sont conformes à la normale, avec toutefois des disparités entre territoires. La succession des passages pluvieux entre mi-octobre et mi-novembre rend les chantiers agricoles très difficiles à mettre en place par endroits. Les rendements sont proches des moyennes quinquennales 2018-2022 pour les céréales à pailles, légèrement supérieurs pour le colza et soja et nettement meilleurs pour le maïs et tournesol.

Le prix des engrais azotés continue de suivre une tendance baissière, depuis le début de l'année 2023, pour revenir à des montants plus abordables pour les agriculteurs. En revanche, après s'être envolé à la suite de l'entrée en guerre de la Russie en Ukraine en février 2022, le prix du blé connaît une importante baisse, jusqu'à 200 € la tonne environ. La tonne de colza oscille entre 400 et 450 €, très loin des records atteints en 2021.

En dépit des bons rendements, le produit 2023 régresse de 9 % par rapport à 2022 et s'établit à 319 400 €. Ce recul, conjugué à la progression des charges courantes, entraîne une chute de 50 % en moyenne de l'excédent brut d'exploitation (EBE).

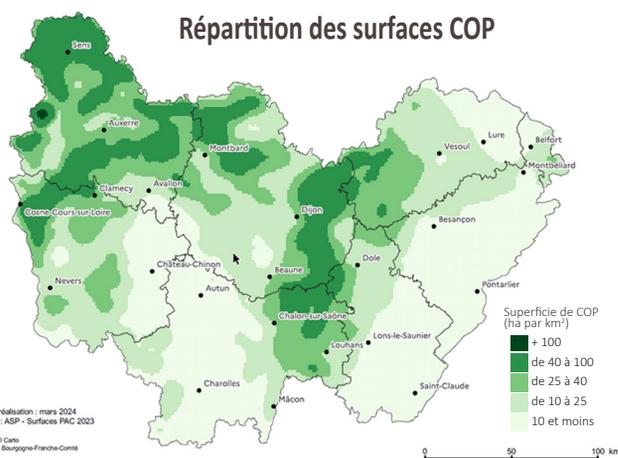


# Les grandes cultures

## Les chiffres de la filière



Sources : RA 2020 / Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté / Comptes provisoires de l'agriculture 2022 / Cerfrance



## Des rendements satisfaisants en cultures de printemps

Les rendements en maïs grain s'élevèrent à 92 q / ha, soit 30 % de plus que la moyenne quinquennale. Toutefois, la sole diminua de 15 % comparée à la même période. Les pluies d'automne étalèrent fortement les moissons. Les surfaces de tournesol continuent de progresser (+ 52 % de 2018 à 2022), avec des rendements en nette amélioration (+ 18 % sur à la même période). La forte disparité entre départements (de 23 à 33 q / ha) dépend des types de sols et des conditions météorologiques.

Les surfaces de soja sont en forte baisse après une hausse significative en 2022 et les rendements sont supérieurs à la moyenne quinquennale (28 q / ha).

## Des rendements en cultures d'hiver en dessous des espérances

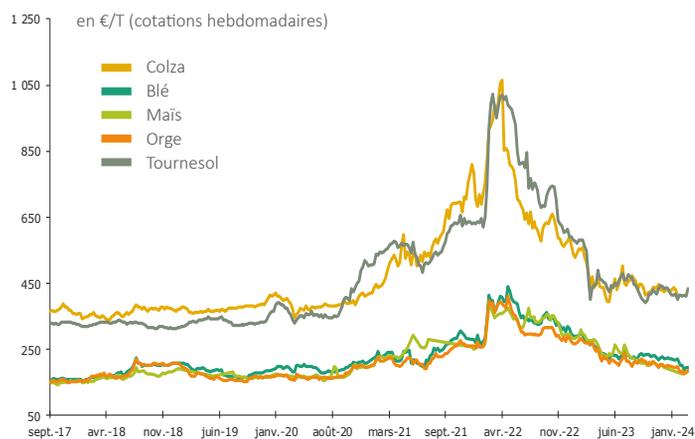
Les rendements en blé tendre sont conformes à la moyenne quinquennale, avec toutefois de fortes hétérogénéités selon les sols, les stratégies de fertilisation et les déficits hydriques du printemps. Les taux de protéines sont satisfaisants, autour de 12 % (FranceAgriMer).

Les surfaces emblavées en orge d'hiver progressent légèrement (+ 3 %), mais restent inférieures à la moyenne 2018 - 2022. Les rendements sont légèrement meilleurs (64 q / ha), de 7 % supérieurs à la moyenne quinquennale. Malgré des calibrages décevants, la qualité est au rendez-vous avec des teneurs moyennes en protéines de 10,5 % (FranceAgriMer). Les surfaces d'orge de printemps accusent une régression significative (- 17 %).

Les surfaces de colza progressent fortement pour la deuxième année consécutive, sans toutefois retrouver les niveaux d'avant 2019. En dépit de levées moyennes, les colzas sont globalement satisfaisants.

Dans la continuité des deux précédentes années, 2023 est une année difficile pour le pois protéagineux, avec des surfaces qui continuent de régresser (- 31 % de 2018 à 2022) et des rendements en baisse (- 22 %).

## Prix des céréales et des oléagineux en France



## Surfaces et rendements 2023

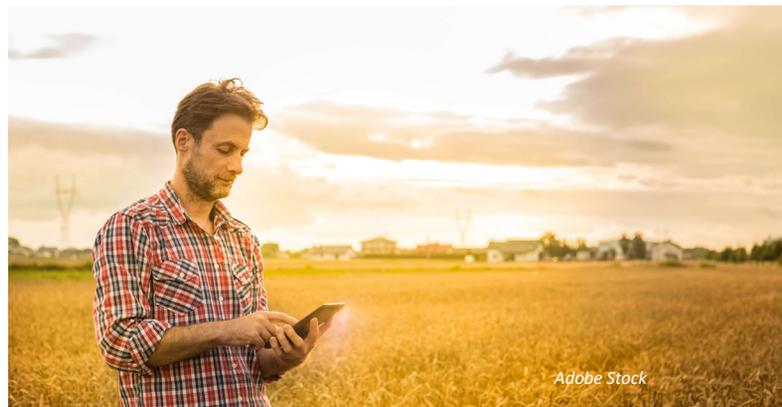
	Surfaces (ha)		Rendements (q / ha)	
	2023	par rapport à la moy. 2018 - 2022	2023	par rapport à la moy. 2018 - 2022
Blé tendre	361 800	- 1,8 %	63	- 1,5 %
Orge d'hiver	156 870	- 4,2 %	64	6,6 %
Orge de p.	52 210	- 16,8 %	49	- 1,8 %
Maïs grain	59 450	- 15,5 %	92	22,5 %
Colza	121 050	5,3 %	32	4,4 %
Tournesol	73 140	52,0 %	27	18,9 %
Soja	31 900	- 5,7 %	28	5,7 %
Pois prot.	17 070	- 31,4 %	19	- 22,0 %

Source : Agreste – Statistique Agricole Annuelle - conjoncture au 1<sup>er</sup> décembre 2023



## Grandes cultures (échantillon Cerfrance)

**1 168** exploitations dont 66 % en fort potentiel  
**188** ha de SAU moyenne  
**60** % de la SAU en blé, orge d'hiver, colza  
**1,39** UMO dont 0,15 salarié en moyenne  
**64 600** € d'EBE, soit 344 € / ha  
**17 200** € de résultat courant / UTAF



Adobe Stock

### Le cours des grains redescendu à des niveaux plus habituels

Après deux années de cours mondiaux à des niveaux exceptionnels, le produit 2023 régresse de 9 % par rapport à 2022 et s'établit à 319 400 €. Les bons rendements, dans la moyenne des 4 dernières années mais en-deçà du potentiel initial prometteur, ne suffisent pas à compenser la baisse des cours. En zone de sols superficiels, les rendements sont plus fortement impactés et plus hétérogènes. Le produit (296 500 €) baisse de 12 % par rapport à 2022.

### Forte inflation sur le prix des engrais

La moyenne des charges opérationnelles s'établit à 738 € / ha pour la récolte 2023 et progresse de 32 %. Cette hausse tient compte de celle de l'engrais de 61 %. Avec un prix d'achat au plus haut fin 2022, il a plus que doublé en deux ans.

Les charges de structure (hors amortissement et frais financiers) s'élèvent à 116 800 €, soit à 621 € / ha ; avec une hausse de 5 %. Celle-ci est particulièrement sensible sur le poste main d'œuvre (+ 12 %), notamment du fait de la hausse des cotisations sociales des exploitants, dont la base de calcul intègre les forts revenus 2021 - 2022.

### Un retour à un niveau plus modeste de la rentabilité des entreprises

Suite au recul des produits et à la progression des charges courantes, l'excédent brut d'exploitation (EBE) est divisé par deux comparé à 2022 : il est de 64 600 € en 2023 (344 € / ha) contre 130 900 € en 2022. Ainsi, la rentabilité économique (EBE / produit brut) atteint 20 % de moyenne contre 38 % en 2022. En 2023, le revenu disponible des exploitations est en moyenne de 30 100 € après paiement des annuités, soit 51 % de l'EBE, contre 25 % en 2022). En zone de faible potentiel, il s'élève à 8 500 € de moyenne et est insuffisant pour faire face aux prélèvements privés, de l'ordre de 16 500 € par exploitation. La régression des résultats 2023 pour ces exploitations entraîne une trésorerie négative.

Après deux années exceptionnelles 2021 et 2022, le résultat courant / UTAF estimé atteint 17 200 € de moyenne en 2023 contre 25 200 € pour la moyenne décennale 2012 - 2022. Pour plus d'un tiers des exploitations, il est négatif.

### Une chute des résultats plus marquée encore sur les plateaux

	Fort potentiel		Faible potentiel		Ensemble	
	2022 réal.	2023 estim.	2022 réal.	2023 estim.	2022 réal.	2023 estim.
Produit brut total	355 100 €	331 400 €	330 900 €	296 500 €	346 800 €	319 400 €
EBE	138 600 €	75 000 €	116 600 €	42 600 €	130 900 €	64 600 €
Résultat courant	98 700 €	31 400 €	81 300 €	3 000 €	92 100 €	21 400 €
EBE / Produit	39 %	23%	35%	14%	38%	20%
Résultat courant / UTAF	78 400 €	25 000 €	65 700 €	2 100 €	74 100 €	17 200 €

Source : Cerfrance

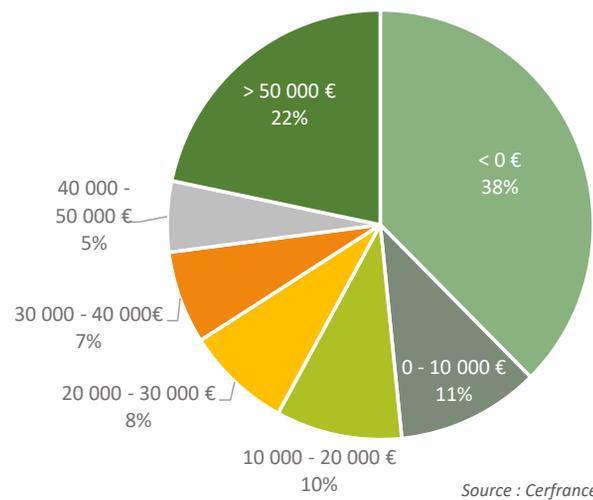
# ..... Les grandes cultures.....

## Gestion de la trésorerie : un point clé de l'année

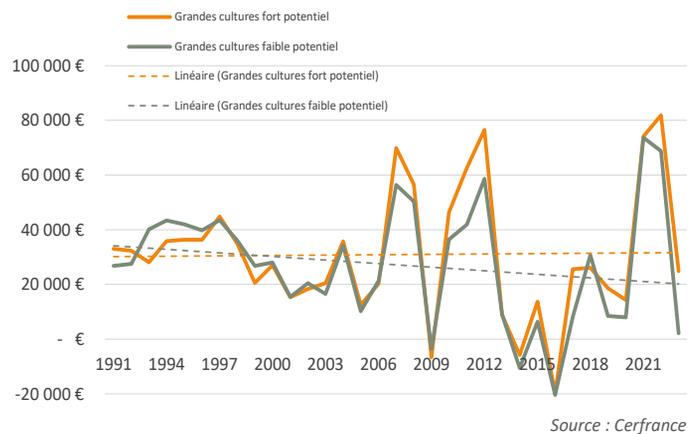
En 2022, 2 % des exploitations connaissaient un risque financier élevé, contre 11 % en 2023. Plusieurs stratégies permettent de réduire ce risque : sécuriser les prix sur les marchés à terme et réaliser les ventes dès que le coût de production est couvert. Les exploitants peuvent également limiter les coûts des intrants selon les dates d'achat, via des impasses et des réductions des quantités épandues. Le déblocage des placements réalisés les bonnes années via l'épargne de précaution (ex. DEP\*) permet en 2023 de couvrir une partie des besoins en trésorerie. Dans un contexte de hausse du prix d'achat du matériel, la gestion de la trésorerie passe également par un raisonnement des investissements, en trouvant le bon compromis entre futures annuités et part d'autofinancement.

\* DEP, Déduction pour épargne de précaution, dispositif fiscal qui permet de faire face à la volatilité des résultats.

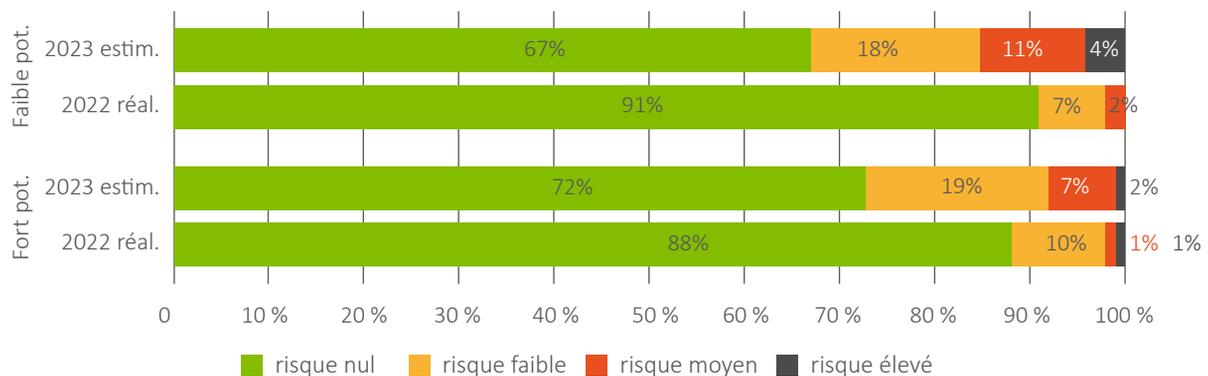
## 59 % des exploitations génèrent un résultat courant / UTAF inférieur à 20 000 € et 22 % supérieur à 50 000 €



## Évolution résultat courant / UTAF (en € constants) Bourgogne jusqu'en 2015 et Bourgogne-Franche-Comté depuis 2016



## Régression de la trésorerie en grandes cultures



Voir page 98 "Méthodologie Cerfrance de calcul de la santé financière des exploitations agricoles"

**ZOOM**

**DÉLÉGUER POUR MIEUX GÉRER LE TEMPS DE TRAVAIL !**

La sous-traitance à des ETA<sup>1</sup> concerne de plus en plus d'exploitations. Elles y ont recours pour déléguer tout ou partie de leurs travaux agricoles, notamment en grandes cultures. Cette stratégie permet de travailler sur des surfaces plus grandes, d'accéder à du matériel performant et avec des technologies récentes sans avoir besoin d'investir. Elle répond également à des difficultés de recrutements de salariés agricoles formés et permet de se conformer à une réglementation exigeante, notamment en lien avec l'application des produits phytopharmaceutiques..

Par ailleurs, les tâches administratives prennent une place toujours plus importante dans l'emploi du temps des chefs d'exploitations. Pour faire face à cette charge supplémentaire, de plus en plus d'agriculteurs re-

courent à des prestations de secrétariat et de gestion des documents comptables. Certains font appel à des organismes extérieurs pour quelques heures par mois.

Le recours à un groupement d'employeurs est également une solution pour recruter de la main d'œuvre qualifiée spécifique, en mutualisant l'emploi avec d'autres exploitations. En partageant le salarié, les entreprises adhérentes ne supportent les coûts qu'en proportion de l'utilisation de la main d'œuvre. Cela permet également de rendre le poste de salarié plus attractif en lui proposant un temps plein.

<sup>1</sup> *Entreprise de travaux agricoles*

**État des lieux et perspectives des ETA au niveau national**

Sous-traitance	Activité	Perspectives
<p><b>Prestataire et motivations</b> </p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>85 % des agriculteurs ont recours à la sous-traitance</b></li> <li>• <b>67 % font appel aux ETA</b></li> <li>• L'accès au matériel, le coût et le gain de temps sont les 3 premières motivations du recours aux ETA.</li> </ul>	<p><b>Prestation des ETA</b> </p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En moyenne, les ETA interviennent dans un rayon de 50 km.</li> <li>• <b>17 % des ETA n'arrivent pas à répondre à l'ensemble des sollicitations des agriculteurs.</b></li> <li>• 6,2 % des agriculteurs ayant recours aux ETA délèguent intégralement la production.</li> <li>• <b>97,4 % des agriculteurs sont satisfaits de leurs ETA.</b></li> </ul>	<p><b>Changements et attentes</b> </p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>64 % des entrepreneurs de travaux sont confiants dans l'avenir de leur métier.</b></li> <li>• 14 % des agriculteurs n'ayant pas recours aux ETA aujourd'hui pensent déléguer tout ou partie des travaux d'ici 3 ans.</li> <li>• 20 % des agriculteurs ayant recours aux ETA pensent augmenter la part des travaux confiés aux ETA alors que 9 % vont cesser ou réduire le recours aux ETA.</li> <li>• D'ici 5 ans, 21 % des ETA pensent accroître leur activité alors que 22 % vont réduire ou cesser leur activité.</li> </ul>



Sources : enquête Datagri 2021 et Fédération Nationale Entrepreneurs Des Territoires (FNEDT)